



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

programmes

Question écrite n° 99995

Texte de la question

Mme Danielle Bousquet attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative sur l'enseignement de l'allemand en France. En effet, annoncé à Sarrebrück le 12 novembre 2004 à la suite du quarantième anniversaire du traité de l'Élysée, le plan de relance de l'apprentissage de l'allemand en France prévoyait quatre mesures : le maintien de l'enseignement de l'allemand sur la totalité du territoire des académies, l'augmentation de 20 % en cinq ans des effectifs d'élèves apprenant l'allemand à l'école primaire, la poursuite de l'enseignement de l'allemand dans le second degré partout où il est assuré dans le premier degré et l'augmentation de 20 % en cinq ans du nombre de classes européennes en allemand. Le bilan à ce jour de ce dispositif dans sa circonscription semble particulièrement mitigé. L'allemand seconde langue n'arrive plus à se maintenir, notamment face à l'espagnol ; il a d'ailleurs été supprimé dans plusieurs établissements. Les efforts pour développer d'autres langues que l'anglais dans l'enseignement primaire se heurtent au manque d'enseignants formés pour ces langues et parfois à certaines réticences de la part même des familles et des élèves concernés, en l'absence de véritable engagement des pouvoirs publics en faveur de l'apprentissage de l'allemand. Elle lui demande donc de lui indiquer quelles mesures le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour relancer l'apprentissage de l'allemand à l'école.

Données clés

Auteur : [Mme Danielle Bousquet](#)

Circonscription : Côtes-d'Armor (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 99995

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale, jeunesse et vie associative

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 15 février 2011, page 1410

Question retirée le : 19 juin 2012 (Fin de mandat)